

BIARRITZ

# Une exposition dédiée aux victimes du terrorisme

La Cité impériale accueille depuis le 8 novembre une exposition consacrée aux victimes du terrorisme dans le monde. « Sud Ouest » a rencontré Henry Rouso, historien et futur président d'un musée sur le terrorisme à Paris, ainsi qu'Eduardo Mateo, de la fondation dédiée à Fernando Buesa, victime d'ETA

Inès Dillet  
bayonne@sudouest.fr

La médiathèque de Biarritz et ses partenaires (lire par ailleurs) accueillent pour la première fois en France l'exposition « Mémoires : Hommage aux victimes du terrorisme » (1). Eduardo Mateo, responsable de projets de la fondation Fernando-Buesa, et Henry Rouso, président de la mission de préfiguration du futur Musée mémorial du terrorisme expliquent pourquoi le témoignage s'inscrit dans la lutte contre ces formes de violence.

**Comment cette exposition a-t-elle vu le jour ?**  
Eduardo Mateo. Nous avons travaillé avec des personnes qui se sentaient prêtent à raconter leur histoire. L'exposition rassemble les témoignages de 22 victimes d'attentats terroristes survenus à travers le monde : Espagne, États-Unis, Jordanie, Irak... Ce projet est d'abord passé au siège

de l'ONU, à New York, en 2023, puis en Espagne, à Malaga, Vitoria-Gasteiz, Valladolid, Pampelune et Madrid. À Biarritz, plusieurs « totems » sont consacrés à l'impact du terrorisme basque, avec les témoignages notamment de Véronique Caplanne, fille de Robert Caplanne, assassiné par le GAL à Biarritz en 1986 ou d'Ana Aizpiri, sœur de Sebastián Aizpiri Leyaristi, assassiné par l'ETA à Eibar.

**Pourquoi les victimes, notamment basques, acceptent-elles de témoigner ?**  
Henry Rouso. Les victimes du terrorisme dans le monde ont des histoires et des destins différents, mais les blessures psychiques perpétuées par ces attaques sont vives pour chacune d'entre elles. Témoigner est un acte nécessaire, il s'agit même d'une demande de leur part (2). D'un côté, on l'explique par la dimension thérapeutique de la narration. Recueillir et écouter les témoi-

## CINQ ORGANISATEURS

L'exposition est organisée par le Centre mémorial pour les victimes du terrorisme, la fondation Fernando-Buesa, (en mémoire de Fernando Buesa, victime d'ETA), de Vitoria-Gasteiz, le bureau des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, la Ville de Biarritz et le futur Musée mémorial du terrorisme de Paris.

gnages de différentes personnes aident à contextualiser ces attaques injustes qui surviennent de façon aléatoire et indéterminée. De l'autre, par l'intérêt éducatif de la transmission de la douleur après des attentats, pour montrer que ces attaques touchent la société dans son ensemble. E. M. Notre fondation a par exemple lancé un programme où des victimes se rendent dans des écoles pour raconter leur vécu et éveiller les consciences sur le prix de cette vio-



lence, et pour inciter à ne pas la reproduire.

**Quelle est la particularité du terrorisme basque et régionaliste contrairement aux groupes internationaux ?**

H. R. Les groupes terroristes régionalistes ont généralement besoin d'une partie du soutien populaire pour exister. Ils sont donc amenés à disparaître s'ils n'ont plus aucun soutien, contrairement au djihadisme, qui ne se préoccupe pas des effets de ses actions sur l'opinion, avec comme objectif de provoquer le plus de peur possible dans nos sociétés.

E. M. Le terrorisme basque avait un objectif indépendantiste. Les principales personnes visées furent celles

qui n'étaient pas d'accord avec cette idéologie, mais il y avait évidemment des victimes collatérales à ces attaques.

Il existe encore aujourd'hui des individus qui justifient les actions d'ETA. Le rôle de notre fondation est de les délégitimer. On s'est néanmoins rendu compte que la majorité des visiteurs de notre fondation ne vient pas du Pays basque. Je pense que nous n'avons pas envie de nous regarder dans le miroir.

**Un musée sur la mémoire des victimes du terrorisme devrait voir le jour en 2027 près de Paris. Quel travail est réalisé pour mettre en scène ces témoignages ?**

H. R. Le Musée mémorial du terro-

## « Mon père est mort pour rien », témoigne une victi



Véronique Caplanne, fille de Robert Caplanne, victime du GAL, ici devant son restaurant La Tantina de Burgos. INÈS DILLET

Véronique Caplanne est la fille de Robert Caplanne, assassiné par le GAL en 1985. Entre peur et sentiment d'injustice, elle participe à la rencontre-débat organisée ce samedi à 11 heures, à la médiathèque

« Si je m'étais levée plus tôt pour lui faire son café, il ne serait sans doute jamais mort. » Durant de nombreuses années, Véronique Caplanne ne pourra s'empêcher d'être rongée par cette pensée, après ce matin du 24 décembre 1985, où son père fut assassiné par une milice des Groupes antiterroristes de libération (GAL).

Ce jour de Réveillon devait pourtant être comme un autre. Robert Caplanne, électricien, s'arrête comme tous les matins Au Royal pour prendre son café, avant d'aller au travail. Mais en rentrant dans sa voiture, quatre balles lui transpercent le corps. Il mourra quelques jours plus tard.

« La police a tapé à notre porte vers 9 heures. C'est moi qui ai ouvert la porte et ils ont demandé à voir ma mère, car mon père avait eu "un petit accident" », raconte Véronique. Quelques heures plus tard, sa maman, de retour du commissariat, lui annoncera la terrible nouvelle.

### Mauvaise cible

Très vite, l'attentat est revendiqué par le GAL. « Ils se sont trompés de cible. Mon père était républicain et n'avait rien à voir avec le groupe ETA. » Pour elle, cela ne fait aucun doute, mais elle doit constamment justifier son innocence, notamment auprès de la police.

À 14 ans, difficile de comprendre une

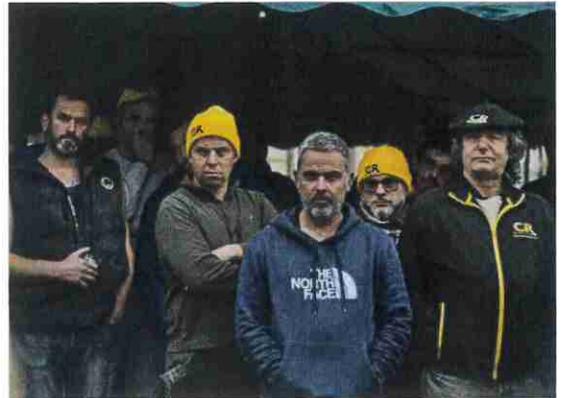
AGRICULTEURS EN COLÈRE

# La Coordination Rurale 64 exige « des réponses concrètes »

Hier à Pau, une vingtaine d'agriculteurs de la CR64 se sont installés devant la préfecture et mis plusieurs dossiers sur la table du préfet



Maidier Arosteguy, maire de Biarritz, a inauguré l'exposition « Mémoire : hommage aux victimes du terrorisme », à la médiathèque, le 8 novembre. L. D.



Une vingtaine d'agriculteurs était présente devant la préfecture de Pau. Ces adhérents de la Coordination rurale 64 ont installé un barnum pour y passer la soirée. QUENTIN TOP

Une action syndicale en chasse une autre. La Coordination rurale 64 a débarqué bruyamment dans les rues du centre de Pau, ce mardi 19 novembre dans le courant de la matinée. Plusieurs tracteurs et une vingtaine d'agriculteurs ont pris leurs quartiers sur la place Clemenceau, non sans avoir recouvert les bâches de la FDSEA sur les grilles de la préfecture. Ce dernier syndicat, majoritaire au sein de la Chambre d'agriculture et concurrent de la CR64, avait manifesté la veille en Béarn. Ce mercredi, ce sera au tour de la Confédération paysanne de mener une action surprise dans l'agglo paloise.

« On va rester au moins vingt-quatre heures », annonce un agriculteur de la CR64 en montant un barnum devant la préfecture. Dans le même temps, une délégation a été reçue par le préfet des Pyrénées-Atlantiques Julien Charles. Les professionnels de la terre se sont déplacés avec plusieurs dossiers sous le bras. « Nous leur avons donné jusqu'à demain mercredi pour avoir des réponses concrètes », pose Benjamin Loste, président de la CR64. Sinon ? « Tout est déjà planifié », prévient le syndicaliste. « On ne s'interdit rien », glisse un membre du syndicat. En partance, le préfet Julien Charles a d'ores et déjà planifié un entretien entre son successeur Jean-Marie Girier et la CR64. Il est prévu le 3 décembre.

À la Coordination rurale, les bonnets sont jaunes mais la colère peut être noire. Localement, le syndicat s'était déjà distingué, ayant mené des actions chocs durant plusieurs jours, à l'instar des blocages de l'entrée du Centre scientifique et technique Jean Féger (CSTJF) de Total-Energies en février puis mars dernier.

### Un séchoir en Haut-Béarn

Parmi les sujets locaux sur la table du préfet figure un projet de séchoir à maïs situé en Haut-Béarn. « C'est un outil indispensable qui permet de sécher le maïs à basse température pour conserver l'amidon, présente Benjamin Loste. Il est porté par un de nos adhérents depuis des années. On lui a dit "oui", puis "non", pour une histoire de permis de construire. » Le vice-président de CR64 Gilles Casaux-Estrem abonde : « ce sont 150 à 200 agriculteurs qui attendent ce séchoir. Si on l'avait, nous n'aurions pas à faire passer le maïs en Espagne. Vous avez vu l'état de la route ? Pourquoi ne met-on pas de moyens de production ici ? » Les agriculteurs ont également évoqué l'épidémie de fièvre catarrhale ovine (FCO) qui frappe les troupeaux. « On nous explique que les éleveurs vont recevoir les vaccins en avril, alors qu'ils seront en estive.

Ils ne vont pas aller vacciner lorsqu'ils seront en haut », s'agace Benjamin Loste.

« En France, nous sommes les champions des normes et des contrôles », peste Gilles Casaux-Estrem. Il évoque notamment le cas de la filière française de la noisette. « Les cultures sont décimées par les ravageurs car ils ne peuvent plus traiter », rappelle le Béarnais. En cause, l'interdiction des insecticides néonicotinoïdes. Ces substances sont toujours autorisées, par exemple en Italie. « En Europe, les produits interdits en France doivent l'être pour tout le monde, défend Gilles Casaux-Estrem. Je pense que l'agriculteur français conventionnel est le plus fliqué du monde. » Il partage son avis avec tranquillité, en précisant que lui-même est éleveur de vaches Aubrac... en bio.

Thibault Seurin et Romain Bely

### On en parle



BERTRAND LAPÈGUE / SO

### Retrouvez nos tables rondes consacrées à l'immobilier sudouest.fr

Les Rencontres « Sud Ouest » de l'immobilier se sont déroulées mercredi 13 novembre à Anglet. Moins d'une semaine après l'adoption par le Parlement de la proposition de loi sur la réduction des avantages fiscaux sur les meublés touristiques, l'occasion était belle de commenter cette actualité avec nos invités, Jean-René Etchegaray, président de la Communauté d'Agglomération Pays basque, Arnaud Dunoyé, vice-président de la Fédération des promoteurs immobiliers

pouvait apporter Arkea aux collectivités, et Arnaud Dunoyé a souligné l'impérieux besoin de logements et donc de constructions au Pays basque comme ailleurs. Ils ont aussi été interrogés sur les annonces du gouvernement Barnier : droit à la différenciation sur le zéro artificialisation nette des sols (ZAN), assouplissement du diagnostic de performance énergétique, élargissement du prêt à taux zéro, fin du dispositif Pinel, renforcement du pouvoir des élus... L'ensemble des tables rondes des Rencontres « Sud Ouest » de l'immobilier est à retrouver sur sudouest.fr.

risme veut rendre hommage à toutes les victimes du terrorisme en France et à l'international. On peut référencer six autres établissements de même nature dans le monde, comme le centre mémorial de Vitoria-Gasteiz en Espagne. L'exposition permanente sera constituée, entre autres, d'objets appartenant aux victimes dont la seule signification est liée au contexte d'attentat, comme un ticket pour le Bataclan. Ils peuvent notamment provenir de dons ou de scellés judiciaires. Le sens du projet est d'ancrer ces mémoires à l'Histoire. Le terrorisme reste un phénomène très peu connu et on doit le traiter comme un processus pour comprendre combien cela affecte profondément nos sociétés.

- (1) Exposition depuis le 8 novembre et jusqu'au 7 décembre 2024, à la médiathèque de Biarritz, 2, rue Ambroise-Paré. Pour plus de renseignements : 05 59 22 28 86 ou sur le site de la médiathèque.
- (2) Rencontre-débat samedi 23 novembre 11 heures sur le thème « Peut-on panser les plaies du terrorisme ? » Avec les témoignages de Véronique Caplanne, Marta Buesa, fille de Fernando Buesa, décédé dans un attentat d'ETA le 22 février 2000, Cécile Kazin, victime de la prise d'otages d'un groupe djihadiste au Radisson Blu de Bamako (Mali), le 20 novembre 2015 et Nicolas Menin, journaliste enlevé à Raqqa (Syrie) par l'État islamique le 22 juin 2013 et libéré le 18 avril 2014. Entrée libre.

## me du GAL

telle situation. L'adolescente part s'installer un an en Bretagne, chez sa grand-mère, puis revient au pays auprès de sa mère et de son demi-frère. « Après cet attentat, c'est tout mon cadre familial qui s'est effondré. Ma mère est partie en dépression, on a dû voler pour pouvoir se nourrir. Nous n'avons reçu aucune aide, ni de l'État, ni de la société. C'était un sujet complètement tabou pour les gens qui ne voulaient pas se mêler de ces histoires. »

### La parole libérée

Au fil du temps, elle dit avoir « mis une couverture sur ce chapitre de [sa] vie ». « C'était trop dur pour moi d'en parler, poursuit Véronique. Mais il y avait fréquemment des événements comme des procès ou des sorties de livres qui évoquaient le terrorisme basque. » Après quelques années, la Biarrotte comprend que « pour passer à autre chose, il faut faire ressurgir ce passé ».

Reste à trouver le bon moment. Pour elle, il arrive après la découverte du yoga. « Grâce à cette pratique, j'ai pu trouver mon équilibre. Je me suis retrouvée dans cette philosophie qui prône la non-violence et l'adaptation aux événements de la vie. » Voilà maintenant trois ans que Véronique prend publiquement la parole sur cette histoire. La première fois s'est produite lors d'une commémoration annuelle pour les victimes d'ETA en Espagne. « Je veux sensibiliser et informer sur ce qu'il s'est passé. J'ai aussi pu entendre des histoires similaires aux miennes, avec des gens qui ont vécu les mêmes émotions », explique celle qui peine à accepter le statut de « victime ». Aujourd'hui, le terrorisme basque reste un sujet délicat. « Lorsque j'ai parlé de l'exposition de Biarritz à des amis, certains étaient mitigés à propos de la légitimité des revendications d'ETA. On connaît encore mal le sujet. »

L.D.